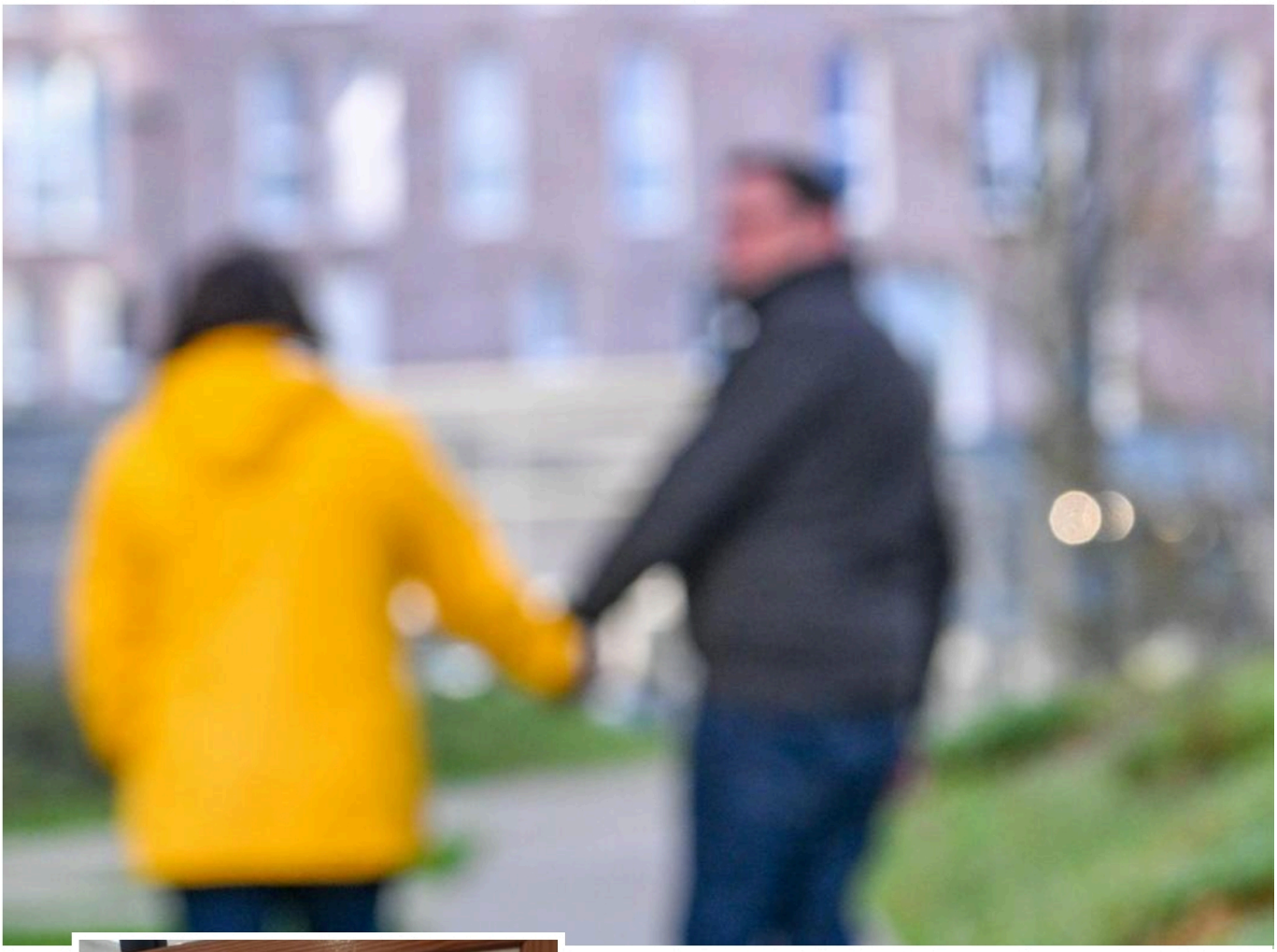




Entre spécialisations et renouvellement d'agrément, l'État et la profession ont réhaussé le niveau d'exigence pour autoriser l'exercice du métier de détective.

Il y a l'image d'Épinal. Celle ancrée dans l'imaginaire collectif à grands coups de livres, de films et de séries à succès. Un état d'esprit à l'ancienne, que la profession elle-même entretient dans sa communication, glissant loupes et personnages portant chapeaux Bogart au fil des documents.

Détective privé. Dès que l'expression est lâchée, elle charrie son lot de fantasmes et d'idées préconçues. *« C'est vrai que quand j'annonce ça en soirée, tout de suite on me demande si j'ai des histoires croustillantes »*, rigole Rodolphe Desbois. Trente-quatre ans, presque jour pour jour en ce mois de novembre 2026, qu'il est à son compte.

« Des preuves pour gérer les intérêts financiers »

Sa structure, qui réalise quelque 200 missions par an, est née dans l'Eure. Comme son nom l'indique : CEDE, pour Cabinet ébroïcien de détectives enquêteurs. Cinq agences, installées à Évreux donc, pour la première, puis à Chartres, Rouen, Paris et Caen. Trois enquêteurs salariés. Un métier qui continue de séduire une nouvelle génération (son fils, 20 ans, suit d'ailleurs ses traces). Et d'évoluer avec son temps ? *« C'est sûr que, quand j'ai commencé en 1994, on avait le Minitel et les Pages jaunes actualisées une fois par an »*, rafraîchit-il, dans son bureau rouennais où une affiche de *Sherlock Holmes* domine un véritable appareil photo… type « détective », évidemment.

Les temps ont changé, les technologies se sont renouvelées. Nos téléphones sont devenus de vrais mouchards, bardés d'applications que nous alimentons volontairement en informations précieuses sur nos vies, nos déplacements, nos entourages. Le conjoint ou la conjointe suspicieuse n'a plus forcément besoin qu'un professionnel en imper (on reste dans le cliché) vienne déposer une enveloppe kraft avec des clichés compromettants pour confirmer un cocufiage… Même si les détectives interrogés confirment être toujours missionnés par des clients pour obtenir ces preuves que les volages ne peuvent ni nier ni effacer.

Impression confortée par Philippe Fortune. Détective privé depuis trente-cinq ans et basé à Dieppe, il a toutefois remarqué une évolution : *« Ce n'est plus forcément la jalousie qui motive les gens à découvrir la tromperie, deve-*



« Aucune intelligence artificielle ne pourra prendre notre place sur le terrain. »
Philippe Fortune
Détective privé



« Quand j'ai commencé en 1994, on avait le Minitel et les Pages jaunes actualisées une fois par an. »
Rodolphe Desbois
à la tête du cabinet CEDE

Lire la suite de l'article en **page suivante**

nue finalement un phénomène assez banal, voire même entrée dans les mœurs. Maintenant, ils veulent des preuves pour gérer les intérêts financiers qu'il y a derrière la trahison. »
Avant de se lancer dans une telle mission, le détective s'assure qu'elle est *« légitime »*. Le couple en question doit donc être marié, pacsé ou avoir *« quelque chose en commun, je n'agis pas juste pour satisfaire la curiosité »*, insiste le professionnel, diplômé de l'Ifar (Institut de formation des agents de recherches), situé à Montpellier.

« Utiliser un traceur, c'est simplement illégal »

Les temps ont changé, les technologies se sont renouvelées. Mais pas vraiment les méthodes. Pas question d'utiliser des accessoires connectés qui risqueraient de saper l'enquête et la légitimité de la preuve. Le Havrais Antoine Vignolet, du cabinet Saint-Clair, trente-cinq ans de privé dans les pattes également, se montre catégorique : *« Utiliser un traceur, c'est simplement illégal. Il y en a qui le font, mais ça ne permet pas de sortir un dossier propre. »*
En creux, ou plus directement, les professionnels interrogés taclent l'intelligence artificielle. Non pas parce qu'elle complexifie les missions. Mais parce qu'elle permet à certains malins de tricher facilement aux examens à distance, organisés pour obtenir des qualifications spécifiques nécessaires pour certaines missions : *« Pour les dossiers liés à la fraude aux assurances, il faut un agrément très difficile à avoir*, reprend Rodolphe Desbois, irrité. *Il faut potasser, beaucoup, et c'est très rare de l'avoir du premier coup »*. Lui-même a décroché cet examen à la troisième tentative : *« Aujourd'hui, les gars trompent la caméra en mettant un agent conversationnel juste derrière qui leur écrit la réponse. Ils n'ont plus qu'à lire et c'est validé. Il faudrait plus de régulation. »*
« Aucune intelligence artificielle ne pourra prendre notre place sur le terrain », renchérit Philippe Fortune. Impression partagée par Denis. Par rapport à ses confrères précédemment cités, lui n'a *« que »* cinq ans d'expérience. À 32 ans, après une licence de droit à Rouen et sans vraiment être sûr de ce qu'il allait faire ensuite, il s'est tourné vers une licence professionnelle de directeur d'enquêtes privé, surpris qu'une telle formation existe. *« Je pensais que c'était aux États-Unis. Et qu'en France, ce n'était qu'un métier de fiction »*, s'amuse le Rouennais, en planque à l'autre bout de l'Hexagone au moment de l'entretien.

Fraude à l'assurance, conditions de garde d'un enfant…

Embauché par le CEDE, il est désormais un habitué des filatures et des heures d'attente

GAN 10.